



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
28 septembre 2011
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-huitième session

Genève, 12-23 et 28 septembre 2011

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-huitième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 12 au 23 et le 28 septembre 2011

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Résumé du Président.....	2
Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien.....	2

Résumé du Président

Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien

(Point 11 b) de l'ordre du jour)

A. Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien

1. Le «Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien: Évolution de l'économie du territoire palestinien occupé» (TD/B/58/4) a été présenté par le secrétariat. Quinze délégations, dont quatre groupes, ont fait des déclarations. Il y a eu quasi unanimité pour louer le secrétariat pour le soutien important et efficace qu'il apportait au peuple palestinien et aux efforts de celui-ci pour se doter d'un État. Il a été souligné que des ressources adéquates étaient nécessaires pour intensifier l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien.

2. La plupart des délégations ont souscrit à l'évaluation faite dans le rapport de l'évolution récente de l'économie du territoire palestinien occupé. Elles se sont déclarées préoccupées par l'impact de la politique de bouclage israélienne, le mur de séparation, le blocus de Gaza, les restrictions imposées à la circulation des Palestiniens et des marchandises palestiniennes, la perte de ressources naturelles et de ressources productives, le niveau élevé de pauvreté et de chômage, l'absence de sécurité alimentaire, la dépendance à l'égard de l'économie israélienne, la fragilité de la situation budgétaire, la faiblesse du secteur privé, la régression technologique, et le déclin agricole et industriel. Il fallait agir pour remédier à tous ces problèmes.

3. Quelques délégations se sont déclarées préoccupées par le contrôle par Israël des deux tiers des recettes publiques palestiniennes – ainsi que par les retards concernant les transferts de recettes – et des risques de déstabilisation de l'économie qui en découlaient. Quelques délégations ont félicité la CNUCED d'avoir évalué les pertes économiques palestiniennes résultant du manque à gagner provoqué par les «importations indirectes» en provenance d'Israël. Les délégations sont convenues que les arrangements entre Israël et l'Autorité palestinienne concernant la perception des recettes fiscales devaient être revus.

4. La délégation israélienne a déclaré que ce programme de travail de la CNUCED ne devrait pas faire l'objet d'un examen particulier et que le rapport de la CNUCED était partial, inexact, politisé et fondé sur une mauvaise interprétation des données. Elle s'est référée à l'article 100 de la Charte des Nations Unies. Elle a ajouté que, d'après les estimations de la Banque d'Israël, le manque à gagner budgétaire annuel pour l'Autorité palestinienne imputables aux «importations indirectes» était inférieur aux estimations de la CNUCED. Le secrétariat a reconnu avoir reçu une lettre de la Banque d'Israël, qui ne contestait pas le manque à gagner budgétaire palestinien dû aux «importations indirectes», mais soulignait que l'ampleur de ce manque à gagner était moindre que l'estimation calculée par la CNUCED. Le secrétariat s'est félicité de l'intervention de la Banque d'Israël, a invité les parties intéressées à réexaminer la question des recettes budgétaires palestiniennes provenant des importations et a proposé son appui technique à cet égard.

5. Quelques délégations ont demandé que Jérusalem-Est soit réintégrée dans l'économie du territoire palestinien occupé moyennant l'élimination de tous les obstacles au commerce et à la circulation, la rectification des inégalités entre les Palestiniens de Jérusalem-Est et les citoyens israéliens juifs, la cessation des politiques d'occupation qui

modifiaient la géographie et les caractéristiques de la ville et l'arrêt de la construction de colonies de peuplement et du mur de séparation.

6. Quelques délégations ont demandé la fin de l'occupation afin de permettre le développement économique et la création d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale. La délégation palestinienne a déclaré que la question avait été posée: «Pourquoi existe-t-il un programme pour la Palestine?». Elle a affirmé qu'il n'y aurait plus besoin de ce programme lorsque l'occupation cesserait.

B. Rapport de l'évaluateur indépendant sur le programme d'assistance au peuple palestinien de la CNUCED et réactions du secrétariat

7. Le Conseil a examiné le «Rapport de l'évaluateur indépendant sur le programme d'assistance au peuple palestinien de la CNUCED» (TD/B/58/6) et la note du secrétariat intitulée «Management response to the report of the independent evaluator on UNCTAD's programme of assistance to the Palestinian people» (TD/B/58/CRP.2). Des déclarations ont été prononcées par 16 délégations, dont 3 groupes.

8. L'évaluateur a exprimé ses remerciements pour la coopération dont il avait bénéficié. Il a décrit la méthode qu'il avait utilisée, ses observations, ses conclusions et ses recommandations.

9. Le secrétariat de la CNUCED a loué l'évaluateur pour la pertinence de ses recommandations, tout en soulignant que la mise en œuvre de celles-ci dépendrait des ressources disponibles. Il a sollicité les instructions du Conseil en la matière.

10. La plupart des délégations ont remercié l'évaluateur de son rapport approfondi, et la Norvège d'avoir financé l'évaluation.

11. La plupart des délégations ont noté avec satisfaction que les conclusions de l'évaluation montraient que le Groupe de l'assistance au peuple palestinien de la CNUCED avait obtenu des résultats positifs en dépit des conditions défavorables sur le terrain. Quelques délégations ont exprimé leur satisfaction de la collaboration entre l'Autorité palestinienne et Israël concernant le programme relatif au Système douanier automatisé (SYDONIA) et le projet relatif à la création d'un conseil palestinien des chargeurs.

12. Le représentant d'un groupe régional a jugé encourageante la conclusion selon laquelle les travaux d'analyse de la CNUCED permettaient des choix plus informés sur les questions de politique générale et les stratégies de développement. Le représentant d'un autre groupe a demandé à la CNUCED d'accroître son engagement et sa réactivité et de renforcer les partenariats locaux.

13. Quelques délégations ont regretté que l'occupation du territoire palestinien reste un obstacle au développement de l'économie palestinienne.

14. De nombreuses délégations ont réaffirmé leur appui au Groupe de l'assistance au peuple palestinien et ont appelé au renforcement du programme au moyen de ressources adéquates afin d'intensifier les interventions en cours et de pouvoir engager de nouvelles activités. Trois délégations ont noté que cet appui était nécessaire pour créer les conditions propices à l'édification d'un État, conformément au mandat figurant dans l'Accord d'Accra.

15. Une délégation a souligné que les ressources dont disposait le Groupe de l'assistance au peuple palestinien étaient limitées et que l'absence de présence sur le terrain empêchait de renforcer cette assistance. Le représentant d'un autre groupe a dit que cela impliquait d'obtenir le financement à long terme d'un troisième poste d'administrateur au sein du Groupe.

16. Un certain nombre de représentants nationaux et de représentants de groupe ont déclaré appeler de leurs vœux un engagement et des efforts constructifs pour parvenir à une conclusion positive contribuant à renforcer les travaux de la CNUCED.

17. Un débat procédural a ensuite eu lieu sur la forme à donner à la conclusion de l'examen de ce point de l'ordre du jour. Cinq délégations nationales ont considéré qu'il suffisait que le Conseil prenne note du rapport d'évaluation, et que cela figure dans le résumé du Président, mais trois groupes régionaux ont fait observer que les règles de procédure voulaient que des conclusions concertées soient adoptées à l'issue de l'examen d'un point relatif à la coopération technique. À la suite de consultations informelles, un projet de conclusions concertées a été soumis aux délégations pour examen.
